



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services
Canada
Room 100
167 Lombard Ave
Winnipeg
Manitoba
R3B 0T6
Bid Fax: (204) 983-0338

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Northern Contaminated Site Program
ATB Place North Tower
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Iqaluit Metal Dump	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-180040/A	Date 2017-05-15
Client Reference No. - N° de référence du client PWGSC EW699-180040	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$NCS-013-11082
File No. - N° de dossier NCS-7-40013 (013)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-06-07	
Time Zone Fuseau horaire Central Daylight Saving Time CDT	
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Wiebe, Amanda	Buyer Id - Id de l'acheteur ncs013
Telephone No. - N° de téléphone (204) 510-9736 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA ATB PLACE, NORTH TOWER 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-180040
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-180040

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-7-40013

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS011
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Travaux publics et des Services gouvernementaux
Room 100, 167 Lombard Ave.
Winnipeg, Manitoba
R3B 0T6

INVITATION À SOUMISSIONNER

IS 2 enveloppes

Assainissement du site d'enfouissement de métal d'Iqaluit

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

SOUMISSIONS À DEUX ENVELOPPES

Les soumissions doivent être présentées respectant un processus à « deux enveloppes ». Consulter l'IP05 aux Instructions particulières aux soumissionnaires.

APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Vous référer à IP14

DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ - SOUMISSION

Des changements ont été apportés aux Dispositions relative à l'intégrité - soumission en date du 2016-04-04. Voir IG01, Disposition relatives à l'intégrité-soumission de R2710T des Instructions Générales pour plus d'information.

LISTE DES SOUS-TRAITANTS

Conformément aux clauses IG07 des instructions générales R2710T, vous devriez dresser, au moyen de l'Annexe D, la liste des sous-traitants chargés des travaux dont la valeur équivaut à moins 20 % du prix soumissionné et soumettre le tout à la date de clôture de la demande de soumissions.

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

AJOUT D'UNE CLAUSE ÉVALUATION DU RENDEMENT - CONTRAT

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS04 de l'ajout d'un paragraphe à la clause R2810D.

AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS05 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Introduction
IP02	Documents de soumission
IP03	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP04	Visite optionnelle des lieux
IP05	Livraison des soumissions
IP06	Révision des soumissions
IP07	Ouverture des soumissions / Évaluation
IP08	Établissement de la soumission
IP09	Fonds insuffisants
IP10	Compte rendu
IP11	Période de validité des soumissions
IP12	Documents de construction
IP13	Initiative de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour l'embauche d'apprentis
IP14	Santé et Sécurité Obligatoires
IP15	Statut et disponibilité du personnel
IP16	Sites Web

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG) (2016-04-04)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site WEB;

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IG01	Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG07	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG08	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG09	Livraison des soumissions
IG10	Révision des soumissions
IG11	Rejet de la soumission
IG12	Coûts relatifs aux soumissions
IG13	Numéro d'entreprise - approvisionnement
IG14	Respect des lois applicables
IG15	Approbation des matériaux de remplacement
IG16	Évaluation du rendement
IG17	Conflit d'intérêts / Avantage indu
IG18	Code de conduite pour l'approvisionnement-soumission

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01	Condition d'assurance
CS02	La Sécurité et la Santé lieu de travail
CS03	Évaluation du rendement – contrat
CS04	Interprétation
CS05	Remplacement D'individus Spécifiques
CS06	Accord du Nunavut
CS07	Biens de l'État

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-180040
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-180040

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-7-40013

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS011
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SA04 Période de validité des soumissions
SA05 Acceptation et contrat
SA06 Durée des travaux
SA07 Garantie de soumission
SA08 Signature

APPENDICE 1 FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS
APPENDICE 2 DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ
APPENDICE 3 ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS
APPENDICE 4 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE
APPENDICE 5 FORMULAIRE DE QUALIFICATIONS

ANNEXE A SPECIFICATIONS
ANNEXE B ATTESTATION D'ASSURANCE
ANNEXE C RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS
ANNEXE D LISTE DES SOUS-TRAITANTS
ANNEXE E TABLEAUX DE VENTILATION DU MONTANT FORFAITAIRE
ANNEXE F ATTESTATION ET RAPPORT SUR LES RÉALISATIONS DE L'ENTREPRENEUR

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) à l'intention de faire appel à un entrepreneur pour assurer les services de construction selon les modalités exposées dans la présente invitation à soumissionner
2. On demande aux soumissionnaires qui donnent suite à cette invitation de présenter une soumission détaillée complète se rapportant à l'IP05 "Livraison des soumissions".

IP02 DOCUMENTS DE SOUMISSION

Les documents suivants constituent les documents de soumission:

1.
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires;
 - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2016-04-04)
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, à l'adresse courriel amanda.wiebe@tpsgc-pwgsc.gc.ca et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP04 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX

Il y aura une visite des lieux le 24 mai 2017 à 12h locale (Iqaluit). Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à Frobisher Inn, Iqaluit.

Le soumissionnaire ou son représentant peut participer à une visite facultative du site d'enfouissement d'Iqaluit. Les soumissionnaires doivent s'inscrire au plus tard le 19 mai, 2017 à 14 h (HNR), par le biais de l'autorité contractante, afin de confirmer leur présence et d'indiquer le nom du participant. Les soumissionnaires participants devront signer un formulaire de présence. Aucune autre visite ne sera organisée pour ceux qui seront absents ou représentés par un délégué.

- a. Tenue Tous les visiteurs devront porter des bottes de sécurité, des casques de protection, des gilets de haute visibilité et des lunettes de sécurité adéquats. Ils devront aussi porter des vêtements d'extérieur appropriés pour se protéger contre les intempéries.
- b. Ils devront être prêts à marcher sur un terrain accidenté pour accéder aux sites.
- c. Aux fins de la visite, tous les coûts de déplacement et de subsistance à Iqaluit devront être assumés par les soumissionnaires ou le représentant.
- d. La visite pourrait être annulée en raison des conditions météorologiques.
- e. Il incombe aux participants d'assurer leur propre moyen de transport de l'auberge Frobisher Inn jusqu'au site d'enfouissement.
- f. **Veillez-vous inscrire à la visite au Amanda Wiebe (204)510-9736 ou par courriel, au amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca**

IP05 LIVRAISON DES SOUMISSIONS

L'article IG09 de R2710T est remplacé par ce qui suit:

1. Les soumissions devront être présentées en respectant un processus à « deux enveloppes ». Les deux enveloppes doivent être jointes et cachetées ensemble dans une troisième enveloppe, l'enveloppe de soumission. Toutes les enveloppes sont fournies par le soumissionnaire.
2. L'enveloppe de soumission doit être adressée et présentée au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des soumissions. Elle doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des soumissions. Le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de soumission :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom du soumissionnaire;
 - c. l'adresse de retour; et
 - d. l'heure et la date de clôture.
3. Le Formulaire de qualifications ainsi que tout autre document exigé doit être joint et cacheté dans une enveloppe avec l'information suivante reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe :
 - a. ENVELOPPE 1 - QUALIFICATION;
 - b. numéro de l'invitation; et
 - c. nom du soumissionnaire.
4. Le Formulaire de soumission et d'acceptation (SA) ainsi que la garantie de soumission si applicable doivent être jointes et cachetées dans une enveloppe avec l'information suivante reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe :
 - a. ENVELOPPE 2 - PRIX;
 - b. numéro de l'invitation; et
 - c. nom du soumissionnaire.
5. La livraison correcte des soumissions dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive du soumissionnaire.

IP06 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Les alinéas 1 et 3 de IG 10 de R2710T sont remplacés par la suivante;

Une soumission soumise en conformité avec ces instructions peut être révisée en soumettant en main propre une nouvelle enveloppe de prix. Elle doit parvenir au bureau de réception des soumissions au plus tard à la date et à

l'heure indiquée pour la clôture des soumissions. Le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de soumission :

- a. ENVELOPPE 2 – PRIX RÉVISÉ;
- b. numéro de l'invitation; et
- c. nom du soumissionnaire.

IP07 OUVERTURE DES SOUMISSIONS / ÉVALUATION

1. Il n'y aura pas d'ouverture des soumissions en public lors du dépôt de soumissions.
2. Enveloppe 1 - Qualification - Sera ouverte en privé. Cette enveloppe sera ouverte en premier pour évaluer les documents requis. L'évaluation sera faite selon une note ou de pointage. Cette étape sera franchie seulement si le soumissionnaire satisfait aux exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission.
3. Enveloppe 2 - Prix - L'enveloppe 2 sera évaluée selon les exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission.
4. Les résultats des soumissions peuvent être obtenus en contactant l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1

IP08 ÉTABLISSEMENT DE LA SOUMISSION

L'entrepreneur doit établir la soumission d'après les documents pertinents énumérés dans les Instructions particulières aux soumissionnaires. Il lui appartient de demander des éclaircissements sur les clauses, les conditions ou les exigences techniques exprimées dans ce document.

IP09 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
- c. négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

IP10 COMPTE RENDU

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

IP11 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.

2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1 de l'IP11 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP11 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a. poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b. annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

IP12 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION

À l'attribution du contrat, une électronique des dessins signés et scellés, du devis et des modifications sera fournie à l'entrepreneur retenu. Des copies supplémentaires, jusqu'à concurrence de 2, seront fournies sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir les autres exemplaires dont il peut avoir besoin et, le cas échéant, d'en assurer les coûts.

IP13 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées (APPENDICE 4) aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'APPENDICE 4.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à l'APPENDICE 4

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

IP14 SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES - Pour les travaux exécutés aux Territoires du Nord-Ouest et à Nunavut

PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

- 1.1 Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants:
 - 1.1.1 un «Claim Cost Summary *Territoires du Nord-Ouest et Nunavut*» de la Commission des accidents du travail, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.1.2 une lettre d'attestation de la commission sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
 - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

Exemption de l'application de programmes de sécurité génériques (*le Territoires du Nord-Ouest / Nunavut seulement*) - Les entrepreneurs ayant dix (10) employés ou moins n'ont pas besoin de programme écrit. Cependant, la preuve de l'existence d'un système de gestion de la santé et de la sécurité demeure une exigence.

IP15 STATUT ET DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

Afin d'assurer que l'équipe de personnel essentiel proposée par le soumissionnaire sera disponible pour effectuer le travail à l'attribution du marché, le soumissionnaire atteste que, si le marché lui est attribué au terme du processus de demande de propositions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum

vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

Le défaut de se conformer à cette exigence ou le défaut d'obtenir l'assentiment du Canada à un remplacement pourra faire en sorte que la proposition soit déclarée non conforme ou que le marché soit résilié pour cause de manquement.

Pour plus de précision, le soumissionnaire dont la proposition sera recommandée pour l'attribution du marché sera invité à confirmer dans deux jours de l'avis de réception, que l'équipe de personnel essentiel proposée est disponible pour effectuer le travail. Sous réserve de ce qui précède, si le personnel proposé n'est pas disponible, pour des raisons réputé dans le contrôle du soumissionnaire, le soumissionnaire retenu ne sera pas admissible à l'attribution du marché. Le soumissionnaire classé au deuxième rang verra sa proposition recommandée pour l'attribution du marché et le même processus s'appliquera.

IP16 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_eng.pdf

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE

1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS02 La Sécurité et la Santé lieu de travail

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 Dans le cadre des règlements et de la loi sur la sûreté et la réglementation Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, et pour la durée des travaux du contrat, l'entrepreneur doit :

- 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;

- 1.1.2 d'assumer le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;

- 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :

- 1.1.3.1 d'assumer, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;

- 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

- 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
- 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
 - 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
 - 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

NUNAVUT

Commission de la sécurité au travail et de
l'indemnisation des travailleurs

I-Ouest et Nunavut

Services de prévention

C.P. 8888

Yellowknife, NT, X1A 2R3

Attention : Chef de la direction de la sécurité
industrielle

Téléphone : (867) 669- 4403

Télécopieur : (867) 873- 0262

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-180040
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-180040

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-7-40013

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS011
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

DÉCLARATION

DATE : _____

NOM DE L'ENTREPRISE : _____

ADRESSE : _____

Cette entreprise est dispensée de l'exigence des règlements et de la Loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest / Nunavut d'avoir une politique et un programme de santé et sécurité formels, étant donné que l'entreprise ne compte pas, à l'heure actuelle, plus de dix (10) employés à temps plein, y compris ceux requis pour tous les projets en cours de tous les clients.

Nombre actuel d'employés à temps plein : _____

TITRE DE L'AGENT DE LA SOCIÉTÉ

SIGNATURE

CS03 ÉVALUATION DU RENDEMENT CONTRAT

La Condition générale CG1.22 est ajouté à la clause R2810D

CG1.22 Évaluation du rendement – contrat

1. Les entrepreneurs doivent prendre note que le rendement de l'entrepreneur pendant et après la prestation des services sera évalué par le Canada. L'évaluation sera basée sur les critères suivants:
 - a. qualité des travaux exécutés.
 - b. délais d'exécution
 - c. gestion de projet
 - d. gestion du contrat
 - e. santé et sécurité
2. Un facteur de pondération de 20 points est attribué à chacun des cinq critères comme suit:
 - a. inacceptable: 0 à 5 points
 - b. non satisfaisant: 6 à 10 points
 - c. satisfaisant: 11 à 16 points
 - d. supérieur: 17 à 20 points
3. Les conséquences découlant de l'évaluation du rendement sont les suivantes :
 - a. Pour une cote globale de 85 p. 100 ou plus, une lettre de félicitation est envoyée à l'entrepreneur.
 - b. Pour une cote globale entre 51 p. 100 et 84 p. 100, une lettre type rencontre les attentes est envoyée à l'entrepreneur.
 - c. Pour une cote globale entre 30 p. 100 et 50 p. 100, une lettre d'avertissement est envoyée à l'entrepreneur indiquant que si, au cours des deux (2) prochaines années, sa cote de rendement est de 50 p. 100 ou moins sur une autre évaluation, la firme pourrait être suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.
 - d. Pour une cote globale de moins de 30 p. 100, une lettre de suspension est envoyée à l'entrepreneur indiquant que la firme est suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.
 - e. Pour une cote de 5 points ou moins pour un critère, une lettre de suspension est envoyée à l'entrepreneur indiquant que la firme est suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.

The form [PWGSC-TPSGC 2913](#), SELECT - Contractor Performance Evaluation Report Form, is generally used to record the performance. However, should the actions of the contractor require the initiation of a conditional amendment and/or a Termination by Default, PWGSC may proceed with a Vendor Performance Corrective Measure assessment. Additional information about Conditional Amendments and the Vendor Performance Corrective Measure Policy may be found at: <https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/supply-manual/section/8/180>

CS04 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifié pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » : services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » : la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend; la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.

- « Services d'entretien d'installations » :
services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.

CS05 REMPLACEMENT D'INDIVIDUS SPÉCIFIQUES

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté. Aux fins de cette clause, seulement les raisons suivantes seront considérées indépendantes de la volonté du soumissionnaire: la mort, la maladie, le congé de maternité ou de paternité, la retraite, la démission, le renvoi justifié ou la résiliation pour inexécution.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Les remplaçants doivent avoir les mêmes qualifications que les personnes désignées dans la proposition et être acceptables par le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir:
 - a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
1. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

CS06 ACCORD DU NUNAVUT

Pour ce besoin, il n'est pas obligatoire que les soumissionnaires/entrepreneurs/offrants incluent le Plan d'avantages offerts aux Inuits (PAI) dans leur proposition. Ce marché est assujéti à l'Accord entre les Inuits de la région désignée du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Les entrepreneurs sont tenus, autant que possible, de faire appel à de la main-d'œuvre et à des sous-traitants inuits, de leur offrir autant d'occasions que possible de formation en cours d'emploi, et de faire participer les entreprises inuites de la localité et de la région lors de la réalisation du projet.

L'Accord du Nunavut contient une disposition exigeant l'inclusion de critères de soumission socio-économiques dans le document d'appels d'offres, si la chose est matériellement possible et compatible avec de bons principes de gestion des marchés, et sous réserve des obligations du Canada aux termes des accords commerciaux internationaux. Ces critères de soumission socio-économiques sont souvent désignés en tant que critères d'avantages pour les Inuits, et les soumissionnaires proposent des avantages pour les Inuits, dans le cadre de leur soumission, sous la forme d'un PAI.

Les dispositions qui s'appliquent à ce marché sont contenues dans la partie 6 – Critères de soumissions de l'article 24 – Marchés gouvernementaux de l'Accord du Nunavut. <http://nlca.tunnngavik.com/>
24.6.1 Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants, ou du moins tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné, font partie des critères fixés par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut :

- a) existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région désignée du Nunavut;

- b) embauche de travailleurs qui sont des Inuits, recours à des services professionnels des Inuits ou à des fournisseurs qui sont soit des Inuits, soit des entreprises inuites, pour exécuter le marché;
- c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, en ce qui concerne la formation en cours d'emploi ou le perfectionnement professionnel des Inuits.

ENTREPRISE INUITE

Une « entreprise inuite » est une entité qui se conforme aux exigences juridiques relatives à l'exercice d'activités commerciales dans la région désignée du Nunavut et qui est :

- a) une société par actions à responsabilité limitée pouvant démontrer que plus de 51 % des actions avec droit de vote sont la propriété effective d'Inuits,
- b) une coopérative contrôlée par des Inuits, ou
- c) une entreprise individuelle ou un partenariat inuit.

« Inuit » s'entend d'une personne dont le nom figure dans la liste d'inscription des Inuits la plus récente, créée conformément aux exigences de l'article 35.2.1 de l'Accord entre les Inuits de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

CS07 BIENS DE L'ÉTAT

1. L'entrepreneur doit utiliser les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ces biens demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens de l'État et, si possible, les identifier comme des biens appartenant au Canada.
2. L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Tous les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés au Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.
4. À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada l'inventaire de tous les biens de l'État se rapportant au contrat.
5. Si, pendant ou à la fin du contrat, l'entrepreneur détermine qu'un bien de l'État tel que l'outillage, l'équipement d'essai et les matériaux, est excédentaire, l'entrepreneur doit le signaler comme excédentaire à l'autorité contractante en soumettant un tableau qui identifie tous les biens excédentaires de l'État. Le tableau doit inclure au minimum, la quantité, l'unité de dotation, la description des articles incluant le numéro de pièce, l'emplacement du bien ainsi que la classification du bien. La classification du bien doit identifier si le bien excédentaire doit être classé comme une marchandise contrôlée ou non contrôlée, qui est classé en matériel neuf utilisable, matériel usagé utilisable ou réparable et matériel inutilisable ou rebuts.
6. Si le Canada détermine que certains ou la totalité des biens excédentaires ne sont pas requis, le Canada peut donner à l'entrepreneur le premier choix de refus pour acheter le bien à une juste valeur marchande à être négociée avec la Distribution des biens de la Couronne.

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2016-04-04);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2016-01-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2016-01-28);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2882D	(2016-01-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2014-06-26);
CG10	Assurances	R2900D	(2014-06-26);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1		R2950D	(2015-02-25);
Conditions supplémentaires			
 - e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
 - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

R.083118.001 Assainissement du site d'enfouissement de métal d'Iqaluit, Iqaluit, Nunavut

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

Adresse courriel : _____

Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle _____
(si requis)

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et compléter les travaux dans les 12 semaines à partir de l'avis de l'acceptation de l'offre.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission

SA08 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS (3 pages)

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique a cet appendice sera corrigé par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.
- 3) Le soumissionnaire retenu aura à remplir, à la demande de l'autorité contractante, le tableau de ventilation du montant forfaitaire à l'annexe E. Il s'agit là d'une condition préalable à l'attribution.

4) Légende – Abréviations :

MCH	matériaux contaminés aux hydrocarbures
MF	montant forfaitaire
TTO	tuyaux en tôle ondulée
ZTDD	zone de traitement des déchets dangereux
ZTT	zone de travail temporaire

MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix forfaitaire.

- (a) Les travaux inclus dans le montant forfaitaire représentent tous les travaux qui ne sont pas inclus dans le tableau des prix unitaires.

MONTANT FORFAITAIRE (MF) Excluant les taxe(s) applicables

TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

Article	Référence au devis	Catégorie de main-d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité Estimative (QE)	Prix unitaire (PU) Excluant les taxe(s) applicables	Prix calculé (QE x PU) Excluant les taxe(s)
2		Division 02 Items				
2.1	02 41 13	Move Non-Hazardous material/debris from AEC-1 and AEC-2 to an approved Temporary Work Area; Sort and Process; and transfer the processed materials to stockpiles(s) at the base of the Main Landfill	m ³	850	\$	\$
2.2	02 41 13	Move Non-Hazardous material/debris from AEC-3 to an approved Temporary Work Area; Sort and Process; and transfer the processed materials to stockpiles(s) at the base of the Main Landfill	m ³	1,650	\$	\$
2.3	02 61 00	Excavation Consolidation and Transportation of Hydrocarbon Contaminated Material (HCM) to off-site facility	m ³	500	\$	\$
2.4	02 61 00	Excavation and Transportation of Metal Contaminated Soil to Main Landfill	m ³	300	\$	\$
2.5	02 61 00	Excavation Consolidation and Transportation of PCB Contaminated Sediment to the off-site Temporary Working area (HWP)	m ³	100	\$	\$

2.6	02 61 00	PCB Contaminated Sediment: Package, Transport and Dispose at an appropriately licensed facility in southern Canada	m ³	100	\$	\$
2.7	02 81 01	Hazardous Materials at AEC-1, AEC-2 and AEC-3: Collect, Move to and Sort at the off-site Temporary Working Area (HWP)A)	m ³	800	\$	\$
2.8	02 81 00	Hazardous Wastes - Lead Amended Material: Package, Transport and Dispose at an appropriately licensed facility in southern Canada	m ³	780	\$	\$
2.9	02 81 01	Hazardous Wastes and Other Difficult Wastes-including, tires, batteries, liquids equipment containing PCBs: package, transport and dispose at an appropriate licensed facilities				
2.9.1	02 81 01	Tires	No.	100	\$	\$
2.9.2	02 81 00	Batteries	No.	20	\$	\$
2.9.3	02 81 00	Liquids - various	litres	2,000	\$	\$
2.9.4	02 81 00	Other including equipment containing PCBs	m ³	10	\$	\$
2.10	02 82 00	Hazardous Wastes - Asbestos Containing Materials and Wastes: collect, package, transport and dispose at an appropriately licensed facility in southern Canada	m ³	2	\$	\$
3		Division 31 and 33 Items				
3.1	31 05 16	Type 1 Aggregate materials - fine gravel/sand supply and deliver to the Site	m ³	3,900	\$	\$
3.2	31 05 16	Type 2 Aggregate materials – coarse granular supply and deliver to the Site	m ³	30,000	\$	\$
3.3	31 05 16	Type 3 Aggregate materials – Rip Rap - supply and deliver to the Site	m ³	5,900	\$	\$
3.4	31 05 16	Type 4 Aggregate materials - fine granular supply and deliver to the Site	m ³	1,700	\$	\$
3.5	31 22 15	Provide Temporary Working Areas – one located north of AEC-1 and one at the base of AEC-3	m ³	1,800	\$	\$
3.6	31 22 15	Re-Shape and Regrade AEC-1 with Type 2 Aggregate - 300mm thick on average	m ²	5,000	\$	\$
3.7	31 22 15	Re-Shape and Regrade AEC-2 with Type 2 Aggregate - 300 mm thick in average	m ²	2,500	\$	\$
3.8	31 22 15	Move from a stockpile, place, compact all non-hazardous wastes and Type 1 granular material in Zone 1 of the Landfill Embankment	m ³	7,000	\$	\$
3.9	31 23 33.01	Common Excavation - ditches/swales at AEC-3	m ³	900	\$	\$
3.10	31 23 33.01	Rock Excavation - ditches/swales at AEC-3	m ³	300	\$	\$
3.11	31 24 13	Stripping including grubbing beneath Road Embankment - nominal volume indicated	m ³	650	\$	\$
3.12	31 24 13	Stripping including grubbing below Landfill Embankment – nominal volume indicated	m ³	500	\$	\$

3.13	31 24 13	Common Excavation beneath Road Embankment – nominal volume indicated	m ³	650	\$	\$
3.14	31 24 13	Common Excavation beneath Landfill Embankment – nominal volume indicated	m ³	500	\$	\$
3.15	31 24 13	Rock Excavation beneath Road Embankment - nominal volume indicated	m ³	200	\$	\$
3.16	31 24 13	Rock Excavation beneath Landfill Embankment – nominal volume indicated	m ³	200	\$	\$
3.17	31 24 13	Place and Compact Type 2 Material in Main Access Road Embankment	m ³	10,400	\$	\$
3.18	31 24 13	Place, Compact and Grade Type 2 Material in Zone 2 of Landfill Embankment	m ³	24,200	\$	\$
3.19	31 24 13	Place and Compact and Grade Type 4 Material on Main Access Road surface	m ³	1,000	\$	\$
3.20	31 24 13	Place, Compact and Grade: 100mm Type 1 on 250mm Type 4 Material on top surface of Landfill Embankment	m ³	990	\$	\$
3.21	31 32 19.01	Place Geotextile beneath rip rap in drainage pathways within AEC-2	m ²	1,100	\$	\$
3.22	31 32 19.01	Place Geotextile beneath rip rap in road ditches and landfill swales in AEC-3	m ²	2,600	\$	\$
3.23	31 32 19.01	Place Geotextile on outer surface of Zone 2 in the landfill embankment beneath rip rap including subgrade, forming anchor trench and securing geotextile in anchor trench	m ²	5,400	\$	\$
3.24	31 37 00	Place Type 3 Aggregate Materials - Rip Rap in drainage pathways within AEC-2	m ³	260	\$	\$
3.25	31 37 00	Place Type 3 Aggregate Materials - Rip Rap in road ditches and swales within AEC-1 and AEC-3	m ³	600	\$	\$
3.26	31 37 00	Place Type 3 Aggregate Materials - Rip Rap on Landfill Embankment	m ³	5,100	\$	\$
3.27	33 42 13	Supply and install a CSP pipe culvert including bedding and backfill	m	20	\$	\$

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (MF +TPC)

Excluant les taxes applicable(s)

APPENDICE 3 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

APPENDICE 4 – POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

L'autorité contractante est :

Nom : Amanda Wiebe

Titre : Spécialiste en Approvisionnement

Ministère : Services publics et Approvisionnement Canada

Division : Région de l'ouest

Téléphone : 204-510-9736

courriel : amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Responsable technique : SERONT NOMMÉS A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT.

Nom : _____

Titre : _____

Ministère : _____

Division : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

courriel : _____

APPENDICE 5 - FORMULAIRE DE QUALIFICATIONS

Procédures D'évaluation et Méthode de Sélection

(a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande de soumissions, notamment aux critères obligatoires et techniques, aux exigences en matière de gestion et d'organisation, Plan D'avantages Offerts Aux Inuits et aux critères financiers.

(b) L'évaluation sera assurée par une équipe constituée de représentants du gouvernement du Canada.

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de points requis pour l'évaluation technique :
 1. Section I : Possibilité de **235** points pour la proposition technique avec une note de 60 % = note de passage minimale de **141** points.
 2. Section II : Possibilité de **135** points pour la proposition de gestion avec une note de 60 % = note de passage minimale de **81** points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 40 % sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 660, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)

	Soumissionnaire A	Soumissionnaire B	Soumissionnaire C	Soumissionnaire D	Soumissionnaire E
Note pour la proposition technique (Note de passage globale : 420)	550/600	530/600	475/600	515/600	418/600 Non conforme
Note de plan des	50/60	30/60	40/60	35/60	N/A

considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones/de plan d'avantages offerts aux Inuits (Aucune note de passage)						
Note technique globale		600/660	560/660	515/660	550/660	N/A
Prix évalué de la		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00	\$70,000.00	N/A
Calculs	Note pour le mérite technique	$600/660 \times 60 = 54.55$	$560/660 \times 60 = 50.91$	$515/660 \times 60 = 46.82$	$550/660 \times 60 = 50$	N/A
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$	$45/70 \times 40 = 25.71$	N/A
Note combinée		87.28	86.91	86.82	75.71	N/A
Évaluation globale		1 st	3 rd	2 nd	4 th	N/A

Le soumissionnaire E n'a pas obtenu la note de passage dans le cadre de l'évaluation technique; sa soumission a donc été rejetée.

La proposition du soumissionnaire A a été jugée la meilleure.

Section I : Proposition technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et des spécifications reproduites à l'annexe A, tout en précisant de quelle manière ils respecteront ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité à exécuter les travaux et décrire de façon complète, concise et claire l'approche qu'ils prendront pour les réaliser.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans l'invitation à soumissionner. Pour faciliter l'évaluation de la soumission, le gouvernement du Canada demande aux soumissionnaires de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Les définitions suivantes s'appliquent à tous les critères d'évaluation :

1. Les descriptifs « **projets d'assainissement similaires** », « **envergure similaire** » et « **portée similaire** » s'entendent de projets « nordiques » et éloignés portant sur l'assainissement des sols et la construction de sites d'enfouissement.
2. Le descriptif « **isolé** » s'entend d'un endroit qui n'a pas d'accès routier toutes saisons relié à de grands centres.
3. « **Semi-éloigné** » décrit un lieu situé dans un rayon de 25 km d'un grand centre par accès routier toutes saisons.
4. Le descriptif « **nordique** » s'entend des secteurs situés au nord du 60e parallèle (Yukon, T. N.-O., Nunavut).

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
1.1	Calendrier Établir un calendrier des activités qui indique clairement la durée de chacune des principales tâches. Le plan devrait comprendre entre autres les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• La subdivision de chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon à ce que le représentant du Ministère puisse suivre facilement l'évolution des travaux. Inclure tant les activités de travail que les éléments à soumettre.• Le chemin critique des activités figurant dans le calendrier et la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées.• Un calendrier faisant clairement état de la séquence des activités de travail durant la saison de construction.	40
1.2	Compréhension du projet Le soumissionnaire devrait démontrer clairement ses compétences en matière de gérance de l'environnement de manière globale, sa compréhension de la nature unique du projet dont il fait preuve, de la portée du travail relative aux contraintes du fait de travailler dans une région semi-éloignée/éloignée en ayant un soutien et un accès potentiellement limités, et des défis que posent les enjeux clés en matière de logistique, de réglementation et d'environnement associés aux travaux proposés tout en tenant compte de ces contraintes.	25
1.3	Santé et sécurité Décrire les risques et les dangers propres à chaque emplacement et tâche et fournir des détails sur la façon dont ils devraient être atténués et gérés. Fournir une analyse approfondie des risques pour la santé et la sécurité qui s'appliquent aux travaux et qui ne font pas partie des questions relatives à la santé et de sécurité générales ou élémentaires. Le soumissionnaire devrait démontrer clairement sa compréhension des risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, y compris les plans de secours médical d'urgence. Dans cette section, le soumissionnaire devrait inclure des exemples concrets des outils, des procédures et de la préparation qui seront utilisés et établis.	10

1.4	<p>Équipement</p> <p>Équipement et fournitures pour l'assainissement</p> <p>Fournir un inventaire détaillé de l'équipement et des sources d'équipement proposés pour les travaux sur place, notamment l'état de la machinerie lourde, ainsi que son âge ou le nombre d'heures d'utilisation. Cela comprend notamment les engins de terrassement, les camions, les véhicules, etc.</p> <p>Donner des précisions sur la façon dont l'équipement s'adaptera aux contraintes du chantier, décrire la redondance de l'équipement, son entretien sur le chantier, et présenter un inventaire des pièces de rechange ainsi que les employés responsables de l'entretien et des réparations.</p> <p>Fournir un inventaire détaillé des fournitures nécessaires à l'exécution des travaux d'assainissement. Cela comprend entre autres l'équipement lié à l'assèchement et l'équipement de surveillance, mais ne comprend pas les fournitures médicales visant à assurer la protection de la santé et de la sécurité.</p> <p>Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</p>	30
1.5	<p>Mobilisation, démobilisation et considérations logistiques</p> <p>Fournir un plan de mobilisation comportant une description détaillée de la façon dont l'équipement, le carburant, les matériaux, les conteneurs de déchets, les fournitures et le personnel proposé seront transportés jusqu'au chantier, aller-retour. Le plan devrait entre autres comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une description de l'aéronef affrété ou commercial qui sera utilisé et de sa compatibilité pour le transport de l'équipement proposé. • Une description du transport/retour des conteneurs commerciaux ou du service de location de barges à utiliser, de sa compatibilité et des exigences réglementaires à respecter. • Un plan de rechange avec le cadre décisionnel indiquant quand le plan de rechange doit être mis en place et si le plan proposé comporte des limites. • Des détails sur la gestion du carburant, y compris les volumes prévus, les types de carburant, le transport, l'entreposage et le transfert. • Une compréhension et un respect démontrés des exigences réglementaires applicables à la tâche. • Une compréhension démontrée des risques associés à la tâche et des mesures d'atténuation prévues pour réduire ces risques. 	30
1.6	<p>Fourniture, exploitation et entretien des installations sur place</p> <p>Fournir un plan précisant les activités sur place, les installations ainsi que sur les services à offrir au besoin. Le plan devrait entre autres comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sources d'eau potable. Préciser la consommation quotidienne estimative et le volume total d'eau nécessaire. • Des précisions quant au plan de gestion des eaux usées et de gestion des déchets solides. • Des précisions sur le système de communication. • Des précisions sur le plan de gestion de la sécurité faunique. • Les dispositions prises pour les représentants ministériels sur le site. • Une compréhension et un respect démontrés des exigences réglementaires applicables à ces tâches. • Une compréhension démontrée des risques associés à la tâche et des mesures d'atténuation prévues pour réduire ces risques. 	10
1.7	<p>Produits géosynthétiques</p>	10

	<p>Fournir une description détaillée des sources des divers produits pour leurs installateurs expérimentés au besoin.</p> <p>Fournir une description qui témoigne d'une compréhension des éléments à soumettre associés pour l'approbation de produit ainsi que des problèmes potentiels qui peuvent se produire et qui peuvent avoir une incidence sur la réalisation du projet et de ses activités clés.</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer sa compréhension des problèmes potentiels liés à l'entreposage des géosynthétiques, à la manipulation, à l'installation et aux mesures d'atténuation.</p>	
1.8	<p>Terrassement</p> <p>Fournir des précisions sur les projets de terrassement mineurs à effectuer. Le plan devrait comprendre entre autres les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie pour la construction du chemin d'accès à la ZPE-2 inférieure • Objectifs d'élimination et d'assainissement pour les ZPE-1 et ZPE-3 • Une compréhension et un respect démontrés des exigences réglementaires et des plans de gestion approuvés applicables à la tâche. 	10
1.9	<p>Sources de matériaux d'emprunt</p> <p>Fournir des précisions concernant des sources de matériaux d'emprunt qui seront utilisées et les quantités approximatives de matériaux à utiliser. Ceci devrait inclure une source de matériaux d'emprunt située à proximité du chantier.</p> <p>Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</p>	10
1.10	<p>Enfouissement</p> <p>Fournir des détails sur la construction du site d'enfouissement de la ZPE-3, comprenant notamment la mise en place et le compactage des matériaux, ainsi que les mesures de contrôle de la qualité et de la sécurité pendant les travaux.</p> <p>Fournir des détails concernant tous les éléments facultatifs, notamment en ce qui concerne les mesures de contrôle sur le recouvrement et l'infiltration.</p> <p>Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</p>	30
1.11	<p>Excavation, séparation et traitement, transport et mise en place de déchets non dangereux</p> <p>Fournir des détails sur la façon dont les matériaux/déchets non dangereux seront excavés, traités, transportés et mis en place sur le site d'enfouissement.</p> <p>Fournir des détails sur les conteneurs ou l'équipement qui seront utilisés pour identifier, séparer, traiter et transporter les déchets de leur emplacement actuel au site d'enfouissement.</p> <p>Fournir des détails sur la façon dont les secteurs touchés par l'élimination seront assainis, au besoin, conformément à la spécification.</p> <p>Fournir des détails sur la gestion de l'eau pendant ce processus, s'il y a lieu. Les précisions devraient inclure les méthodes de protection, de traitement ou de confinement.</p> <p>Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.</p>	15

1.12	<p>Emballage, transport et élimination des déchets potentiellement dangereux</p> <p>Le soumissionnaire devrait fournir un plan de gestion des déchets dangereux. Le plan devrait comprendre entre autres les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les détails concernant une zone provisoire de ramassage des ordures et des méthodes pour confirmer la présence de déchets dangereux. • Des précisions sur la façon dont les matériaux dangereux identifiés durant l'excavation seront pris en charge, entreposés, conteneurisés et éliminés dans une installation de gestion des déchets autorisée. Déterminer l'installation ou les installations de gestion des déchets qui seront utilisées. • Fournir des précisions sur les conteneurs qui serviront à assurer le transport des déchets dangereux à partir du chantier jusqu'à l'installation de stockage de déchets, la façon dont les matériaux seront sécurisés, au besoin, et la manière dont le soumissionnaire se conformera à l'ensemble des lois et des règlements environnementaux qui s'appliquent en ce qui a trait au transport des matières dangereuses par voie aérienne, terrestre ou maritime. • Décrire les problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires. 	15
Nombre total de points possibles pour la section (proposition technique)		235
Nombre minimum de points acceptable globalement pour la section (proposition technique)		60 % ou 141 points

Section II : Critères de gestion et d'organisation

Dans leur soumission de gestion et d'organisation, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience en matière de gestion et présenter leur équipe de gestion de projet, en fournissant le nom de la ou des personnes ressources du client.

Cette section doit clairement démontrer leur capacité à gérer de façon efficace et efficiente le projet proposé. La soumission devrait contenir une information suffisamment détaillée sur les qualifications des membres de son équipe, pour compléter les travaux comme il est décrit à l'annexe A, en ce qui concerne les activités de remise en état dans des régions nordiques ou éloignées. Elle devrait également inclure des renseignements sur la structure et la main-d'oeuvre proposées, dont des ressources auxiliaires pour le projet, les projets sur lesquels l'équipe a déjà travaillé qui s'apparentent au projet en cours ainsi que les dispositions en place pour contrôler les coûts et assurer la conformité des travaux avec la portée du projet.

2.1	<p>Compétences et expérience de l'entreprise ou de la coentreprise</p> <p>Le soumissionnaire devrait fournir des détails sur les qualifications de son entreprise ou de sa coentreprise ainsi qu'un contexte historique permettant d'établir l'expérience directement liée à des activités d'une portée similaire réalisées dans des régions semi-éloignées/éloignées. Le soumissionnaire sera évalué en fonction de l'ensemble de ses qualifications et de son expérience. L'expérience des sous-traitants ne sera pas examinée dans la présente section. Les propositions devraient comprendre, entre autres, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience de travail antérieure dans le cadre de projets d'assainissement réalisés à des endroits semi-éloignés/éloignés. • Description des heures/coûts de service proposés et explication sur la façon dont les échéances/coûts seront gérés durant la réalisation du projet. • Méthode de contrôle de la qualité proposée, explication sur la façon dont le contrôle de la qualité sera exercé durant la réalisation du projet. • Système de gestion de la santé et de la sécurité de l'entreprise ou de la coentreprise. 	20
2.2	<p>Références de clients</p> <p>Fournir des preuves de trois (3) projets d'assainissement similaires menés à bien et auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposé. Aux fins de la présente évaluation, le terme « projet similaire » désigne généralement un projet réalisé qui consistait en la construction de cellules d'enfouissement et en la mise hors service de site d'enfouissement historique dans un endroit semi-éloigné/éloigné.</p> <p>Fournir une référence ou une lettre d'un client (nom, adresse, téléphone et courriel du client) pour chaque projet énuméré, qui est signée et datée par le client du soumissionnaire.</p> <p>Le comité d'évaluation peut communiquer avec les clients afin de confirmer l'exactitude des renseignements fournis dans la soumission. Si le Canada ne peut obtenir de confirmation, la lettre de recommandation ne sera pas prise en compte.</p> <p>L'évaluation de la lettre reposera sur les critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services à temps. 2. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a fourni les services en respectant le budget prévu. 3. La mesure dans laquelle le soumissionnaire a atteint l'objectif du projet. <p>Ces projets de référence doivent avoir été réalisés au cours des sept dernières années.</p>	20

	<p>Les références devraient indiquer ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rôle des membres clés de l'équipe du projet proposé pour ce projet; - l'équipe du projet et les rôles de ses membres; - les objectifs du projet; - la portée des services; - le budget; - la date d'achèvement; - les produits livrables. <p>Les points seront attribués au soumissionnaire en tenant compte de l'ensemble de ses réalisations dans chacune des trois sous-catégories et non par projet.</p> <p>La préférence sera accordée aux projets démontrant l'expérience et le rendement des principaux membres du personnel qui seront affectés à ce projet.</p>	
2.3	<p>Qualifications des principaux intervenants</p> <p>Fournir un curriculum vitae (deux pages maximum chacun) pour chacun des postes suivants. Le document doit présenter l'expérience acquise dans le cadre de projets similaires, l'expérience de travail dans des emplacements situés dans des régions semi-éloignées/éloignées ainsi que l'expérience accumulée dans la fonction proposée dans le cadre du projet.</p> <p>A. Gestionnaire de projet (15 points maximum) et remplaçant (4 points maximum)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vaste expérience manifeste de la gestion de projets d'assainissement d'une envergure et d'une portée similaires au projet proposé. • Expérience manifeste du contrôle des finances et des horaires, et de la coordination des activités avec le client. <p>B. Surveillant de chantier (15 points maximum) et employé pour le changement de quart de travail (8 points maximum)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience manifeste de la gestion du personnel dans une région éloignée. • Expérience manifeste à titre de surveillant de chantier dans le cadre de projets d'assainissement d'une portée similaire à celle du projet proposé. <p>C. Coordonnateurs de la santé et de la sécurité sur le chantier (8 points maximum) et à l'extérieur (10 points maximum)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience manifeste de travail dans des régions éloignées dans le cadre de projets d'assainissement d'une portée similaire au projet proposé. • Expérience manifeste de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements où sont réalisés des projets d'assainissement. <p>D. Spécialiste des déchets dangereux et non dangereux (10 points maximum)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience manifeste sur le terrain dans le cadre de projets d'assainissement d'une portée similaire au projet proposé. • Expérience de la reconnaissance, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la conteneurisation et du transport des matières dangereuses et non dangereuses ainsi que de leur élimination. <p>REMARQUE :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les remplaçants sont des employés affectés au projet lorsque les employés désignés sont absents pour cause de maladie, de changement d'emploi, etc. 2. Les employés des changements de quarts remplaceront régulièrement le personnel désigné pour les changements de quart pendant les travaux sur le chantier. 	70

	<p>3. Les employés proposés peuvent assumer plus d'un rôle à l'exception du gestionnaire de projet et du surveillant de chantier qui doivent être des rôles autonomes.</p> <p>4. Si le soumissionnaire fournit un plus grand nombre de curriculum vitæ que prévu, seul le premier curriculum vitæ sera évalué.</p>	
2.4	<p>Organigramme :</p> <p>Le soumissionnaire devrait fournir un organigramme détaillé de l'équipe de projet sur lequel figurent les représentants de Transports Canada et de Services publics et Approvisionnement Canada, le représentant ministériel, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. Le soumissionnaire sera évalué sur l'ensemble du contenu de son organigramme. Ce dernier devrait comprendre les éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. • la personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant des coûts et la conformité aux spécifications. • Indiquer clairement les rapports hiérarchiques pour toutes les parties. 	10
2.5	<p>Clarté, concision et exhaustivité de la proposition</p> <p>Présenter une proposition claire, concise, complète et bien organisée. Tous les critères ont été abordés dans l'ordre précisé dans la DP, et de façon assez détaillée pour démontrer une bonne compréhension des besoins et des services à fournir.</p>	15
Nombre total de points possibles pour la section (proposition de gestion et proposition technique)		135
Nombre minimum de points acceptable globalement pour la section (proposition de gestion et proposition technique)		81 points (60 %)
Nombre total de points attribués pour la section (proposition de gestion et proposition technique)		

EVALUATION SUMMARY:

Critère	Facteur de pondération	Cote	Cote technique	Note de passage
Section I : Proposition technique				
Calendrier	4	1-10	0-40	n/a
Compréhension du projet	2.5	1-10	0-25	n/a
Santé et sécurité	1	1-10	0-10	n/a
Équipement et fournitures pour l'assainissement	3	1-10	0-30	n/a
Mobilisation, démobilisation et considérations logistiques	3	1-10	0-30	n/a
Fourniture, exploitation et entretien des installations sur place	1	1-10	0-10	n/a
Produits géosynthétiques	1	1-10	0-10	n/a
Terrassement	1	1-10	0-10	n/a
Sources de matériaux d'emprunt	1	1-10	0-10	n/a
Enfouissement	3	1-10	0-30	n/a
Excavation, séparation et traitement, transport et mise en place de déchets non dangereux	1.5	1-10	0-15	n/a
Emballage, transport et élimination des déchets potentiellement dangereux	1.5	1-10	0-15	n/a
Nombre total de points possibles pour la section I (proposition technique)				235
Nombre minimum de points acceptable globalement pour la section (proposition technique - 60 % ou 141 points)				141
Section II : Critères de gestion et d'organisation				
Compétences et	2	1-10	0-20	n/a

expérience de l'entreprise ou de la coentreprise				
Références de clients	2	1-10	0-20	n/a
Qualifications des principaux intervenants	7	1-10	0-70	n/a
Organigramme	1	1-10	1-10	n/a
Clarté, concision et exhaustivité de la proposition	1.5	1-10	0-15	n/a
Nombre total de points possibles pour la section II (proposition de gestion)				135
Nombre minimum de points acceptable globalement pour la section (proposition de gestion et proposition technique) - 81 points (60 %)				81
Section III: Plan D'avantages Offerts aux Inuits (PAI)				
Siège Social	n/a	n/a	0-10	n/a
Main-D'œuvre	n/a	n/a	0-45	n/a
Sous-Traitants/Fournisseurs	n/a	n/a	0-45	n/a
Nombre total de points possibles pour la section III (Plan D'avantages Offerts aux Inuits)				100
Nombre minimum de points acceptable				N'est pas applicable
NOMBRE TOTAL DE POINTS POSSIBLES				470

PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS (PAI)

Évaluation de la garantie du plan des PAI

Pour qu'une offre reçoive des points pour les représentations faites sur les critères du plan des PAI, le soumissionnaire doit fournir la preuve, de pair avec son offre, qu'il répond à l'objectif de chaque critère. Les soumissionnaires peuvent utiliser les TABLEAUX DE GARANTIE ci-joints pour compléter leur présentation sur le plan des PAI.

Comme preuve de leurs efforts et/ou garantie, les soumissionnaires doivent inclure, sans s'y limiter, les noms des personnes ou entreprises à contrat et la nature des activités au moment de la soumission. Les soumissionnaires doivent veiller à ce que la documentation qu'ils fournissent relativement au plan des PAI soit suffisamment probante et suffisamment claire pour permettre d'évaluer la conformité de leur offre aux critères énoncés dans les présentes. Il incombe aux soumissionnaires de fournir suffisamment de renseignements dans leur soumission pour permettre au comité d'évaluation de faire son évaluation. Les soumissionnaires doivent inclure toute la documentation de référence à prendre en considération. Seuls les documents inclus dans la proposition seront pris en considération. Les liens vers des adresses URL du site Web du soumissionnaire ne seront pas pris en considération.

Le Canada se réserve le droit de vérifier toute information fournie dans le plan des PAI, et les déclarations inexactes pourraient rendre la soumission non recevable.

Critères du plan des DU PAI

ARTICLE	CATÉGORIE	Points disponibles
3.0	Ce marché est assujéti à l'Accord entre les Inuits de la région désignée du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Le Canada se réserve le droit de confirmer la validité de toutes les déclarations et garanties.	
3.1	SIÈGE SOCIAL : Les soumissionnaires doivent démontrer l'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la région désignée du Nunavut.	/10
3.2	MAIN-D'ŒUVRE : L'emploi de main-d'œuvre Inuite sur place pour exécuter les travaux visés par le marché. Les soumissionnaires seront évalués relativement à leur garantie ferme d'employer sur place des Inuits de la région désignée du Nunavut pour effectuer les travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous concernent précisément les heures de travail sur place indépendamment du fait qu'il s'agit d'employés de l'entrepreneur principal ou d'employés d'un sous-traitant. Les pourcentages doivent correspondre à une liste de postes précis qui peuvent être occupés, ou qui le seront, par des employés Inuits sur place. L'emploi d'Inuits sur place sera confirmé pendant les travaux d'après la documentation d'appui fournie par l'entrepreneur et l'examen des dossiers statistiques du représentant du Ministère sur la main-d'œuvre Inuite sur place. 0 – 100 % du total des heures de travail De 0 à 45 points ***Des pénalités et des incitatifs s'appliqueront à ce critère.	/45

GARANTIE ET ATTESTATION DU SOUSMISSIONNAIRE

1. Au moment de la soumission – Les tableaux ci-dessous peuvent être utilisés par les soumissionnaires pour soumettre une demande.
2. Les renseignements fournis peuvent faire l'objet de vérifications.

TABLEAU 1 – Siège social

Fournir l'adresse d'entreprise actuelle
Les soumissionnaires doivent montrer l'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la région désignée du Nunavut.

TABLEAU 2 – Garantie du nombre d'employés inuits sur place

Nombre total d'heures-personnes inuites sur place pour ce marché
Nombre total d'heures-employés sur place pour ce marché

A/B = _____ %

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms si possibles)	Heures-employés Inuits sur place	Heures-employés non Inuits
Les soumissionnaires doivent inclure le nombre d'heures de travail à effectuer.		

TABLEAU 3 – Garantie du nombre de sous-traitants et fournisseurs Inuits :

Coût estimatif total des fournitures/matériaux/pièces d'équipement/services obtenus auprès d'entreprises inuites pour ce marché
Prix total de la soumission

= _____ %

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms si possibles)	Société Inuite Entreprise	Entreprise non Inuite
Le soumissionnaire doit inclure la valeur des travaux sous-traités.		

Attestation du soumissionnaire

Le soumissionnaire doit soumettre l'attestation suivante si une garantie de plan des PAI est fournie soit au moment de la soumission de l'offre, soit avant l'attribution du marché.

ATTESTATION DE PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS:		
NOM EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE	SIGNATURE	DATE
LE soumissionnaire atteste que la garantie de plan des PAI qui appuie sa soumission est exacte et complète.		

Grille d'évaluation générique (à utiliser seulement pour l'évaluation des propositions techniques et des propositions de gestion des soumissionnaires)

Les membres du Comité d'évaluation de TPSGC évalueront les points forts et faiblesses de la soumission selon les critères d'évaluation et attribueront une cote de 0, 2, 4, 6, 8 ou 10 points pour chaque critère d'évaluation selon le tableau générique d'évaluation qui suit. Lors de l'évaluation des propositions, le Comité d'évaluation de TPSGC pourrait attribuer une cote d'évaluation de nombre impair après qu'un consensus a été atteint.

Une fois qu'une note sur un total de 10 points sera déterminée, le facteur de pondération approprié sera utilisé pour calculer la note finale du soumissionnaire. Par exemple, si un critère est énuméré avec un total possible de 30 points, la note du soumissionnaire sur 10 sera multipliée par 3 pour obtenir la note finale du soumissionnaire pour ce critère.

	INADÉQUAT	FAIBLE	ADÉQUAT	PLEINEMENT SATISFAISANT	SOLIDE
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant être évalués	Ne comprend pas du tout ou comprend mal les exigences	Connaît jusqu'à un certain point les exigences mais ne comprend pas suffisamment certains aspects des exigences	Démontre une bonne compréhension des exigences	Démontre une très bonne compréhension des exigences	Démontre une excellente compréhension des exigences
	Faiblesse ne peut être corrigée	De façon générale, il est peu probable que les faiblesses puissent être corrigées	Faiblesses peuvent être corrigées	Aucune faiblesse significative	Aucune faiblesse apparente
	Le proposant ne possède pas les qualifications et l'expérience	Le proposant manque de qualifications et d'expérience	Le proposant possède un niveau de qualifications et d'expérience acceptable	Le proposant possède les qualifications et l'expérience	Le proposant est hautement qualifié et expérimenté
	Peu probable que l'équipe proposée soit en mesure de répondre aux besoins	Équipe ne compte pas tous les éléments ou expérience globale faible	Équipe compte presque tous les éléments et satisfera probablement aux exigences	Équipe compte tous les éléments - certains membres ont travaillé ensemble	Équipe solide - les membres ont travaillé efficacement ensemble à des projets similaires
	Projets antérieurs non connexes aux exigences du présent besoin	Généralement les projets antérieurs ne sont pas connexes aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs généralement connexes aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs directement connexes aux exigences du présent besoin	Principal responsable de projets antérieurs directement connexes aux exigences du présent besoin
	Extrêmement faible; ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Peu de possibilité de satisfaire aux exigences de rendement	Capacité acceptable; devrait obtenir des résultats adéquats	Capacité satisfaisante - devrait obtenir des résultats efficaces	Capacité supérieure; devrait obtenir des résultats très efficaces

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-180040
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-180040

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-7-40013

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS011
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A – SPECIFICATION

ANNEXE B – ATTESTATION D'ASSURANCE

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux	N° de contrat.
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux				

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/exc édentaire.				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
Responsabilité pollution des entreprises				\$		Global
				<input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement		\$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

Responsabilité pollution des entreprises

La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **1 000 000 \$** par incident ou par événement et suivant le plafond global.

ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)

ANNEXE D - LISTE DES SOUS-TRAITANTS

- 1) Conformément à la clause IG07 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T, le soumissionnaire devrait accompagner sa soumission d'une liste de sous-traitants.
- 2) Le soumissionnaire devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix soumissionné.

	Sous-traitant	Division	Valeur estimative des travaux
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

ANNEXE E – TABLEAUX DE VENTILATION DU MONTANT FORFAITAIRE

Section des spécifications	Présentation de la ventilation des articles	Montant
	Le formulaire ci-dessous présente à l'autorité contractante la ventilation des coûts inclus dans le solde des coûts du projet. Cette ventilation aidera à établir si les coûts représentent un bon rapport qualité-prix et s'ils sont jugés « justes et raisonnables ». Remarque : Se reporter à 1031-2, Article et recettes, Section 07 pour les coûts qui ne s'appliquent pas. Il se peut qu'on demande une autre ventilation le cas échéant.	
	Solde des coûts de projet	
00 00 00	Inclut (sans toutefois s'y limiter) : <ul style="list-style-type: none"> – Tous les coûts variables indirects (frais généraux et admin.) – Les profits – Les coûts pour les expéditeurs – L'assurance responsabilité civile générale – L'assurance tous risques – Les coûts de la CSTI – Les dépenses de l'entreprise – La partie des frais de formation assumée par l'entrepreneur – L'équipement auxiliaire – Les véhicules de service – La supervision – Les réparations d'équipement et l'achat et le transport de pièces 	\$
	Inclut (sans toutefois s'y limiter) : <ul style="list-style-type: none"> Tous les coûts requis pour réaliser le contrat conformément aux documents du contrat qui ne sont pas soumis à une mesure ou à un paiement en vertu du prix unitaire, comme indiqué dans les sections de spécification suivantes et les dessins joints au contrat : 	
01 11 00	Sommaire des travaux	\$
00 14 00	Restrictions relatives aux travaux	\$
01 31 19	Réunions d'avancement des travaux	\$
01 32 16.07	Ordonnancement des travaux – Diagramme à barres (Gantt)	\$
01 33 00	Documents et échantillons à soumettre	\$
01 35 13.43	Méthodes particulières pour les sites contaminés	\$
01 35 29.14	Santé et sécurité pour les sites contaminés	\$
01 35 43	Procédures environnementales	\$
01 41 00	Exigences réglementaires	\$
01 51 00	Services publics temporaires	\$
01 52 00	Installations de chantier	\$
01 56 00	Ouvrages d'accès et de protection temporaires	\$
01 71 01	Examen et préparation	\$
01 77 00	Procédures de clôture	\$
01 78 00	Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux	\$
02 41 13	Démolition sélective du site – Matériaux non dangereux	\$
02 61 00	Assainissement des sols	\$
02 81 01	Matières dangereuses	\$
02 82 00.01	Désamiantage – Protection minimale	\$
31 05 10	Densité sèche maximale corrigée pour le remplissage	\$
31 05 16	Matériaux granulaires	\$
31 11 00	Défrichage et essouchement	\$
31 14 13	Décapage et mise en dépôt du sol	\$
31 22 15	Terrassement de mise à niveau	\$
31 23 33.01	Excavation, empilage sur place et remblayage	\$
31 24 13	Remblais du chemin et du site d'enfouissement	\$
31 32 19.01	Géotextile	\$
31 37 00	Enrochement	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-180040
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-180040

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-7-40013

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS011
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

33 42 13	Ponceaux de tuyau	\$
----------	-------------------	----

ANNEXE F - FATTESTATION ET RAPPORT SUR LES RÉALISATIONS DE L'ENTREPRENEUR

1. Pour les entrepreneurs sélectionnés seulement – Si une garantie de plan des PAI est fournie dans le cadre de l'offre, l'entrepreneur retenu doit fournir un résumé des activités entreprises pour répondre aux engagements pris dans le cadre de la partie de son offre concernant le plan des PAI.
2. Les renseignements fournis peuvent faire l'objet de vérifications.
3. L'attestation du plan des CPA/PAI et les rapports de réalisations du plan du PAI doivent être remis avant le paiement final avec des détails sur la façon dont les entrepreneurs ont respecté la garantie du plan des PAI.
4. Le défaut de remettre l'attestation et le rapport demandés dans un délai de 15 jours ouvrables pourra se traduire par une pénalité de 1%.

Renvoyez les rapports à :

Nom de l'autorité contractante : Amanda Wiebe

Courriel : Amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca

TABLEAU 1 – Siège social

Fournir l'adresse d'entreprise actuelle
Les entrepreneurs doivent montrer l'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la région désignée du Nunavut.

TABLEAU 2 – Réalisations quant au nombre d'employés Inuits sur place

Nombre total d'heures-personnes Inuits sur place pour ce marché _____ %
Nombre total d'heures-employés pour ce marché

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms si possible)	Heures-employés Inuits sur place	Heures-employés non Inuits sur place
L'entrepreneur doit inclure le nombre d'heures de travail effectuées.		

TABLEAU 3 – Réalisations quant au nombre de sous-traitants/fournisseurs Inuits :

Coût total des fournitures/matériaux/pièces d'équipement/services obtenus auprès d'entreprises Inuits pour ce marché
= _____ % Valeur finale du marché :

Nom de l'entreprise	Entreprise Inuite	Entreprise non Inuite
L'entrepreneur doit inclure la valeur des travaux sous-traités.		

Attestation de l'entrepreneur

ATTESTATION DU PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS		
NOM EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE	SIGNATURE	DATE
L'entrepreneur atteste que les renseignements contenus dans les TABLEAUX DES RÉALISATIONS sont exacts et complets.		

CONDITIONS RÉGISSANT L'INCITATIF ET LES PÉNALITÉS LIÉS AU PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS

1. Aux termes des dispositions du marché proposé, si l'entrepreneur respecte les garanties prévues et attestées dans sa soumission, l'entrepreneur se verra verser le prix du marché convenu.
2. Si l'entrepreneur ne réussit pas à obtenir le pourcentage certifié d'heures-employés Inuits sur place pour le marché et ne parvient pas à atteindre son objectif à cet égard, un montant maximum de 0.5 % de la valeur finale du marché pourrait être déduit du paiement final ou des versements différés. (Tableau 2A)
4. Si l'entrepreneur ne réussit pas à recruter le pourcentage certifié de sous-traitants/fournisseurs Inuits et ne parvient pas à atteindre son objectif à cet égard, un montant maximum de 0.5% de la valeur finale du marché pourrait être déduit du paiement final ou des versements différés. (Tableau 2B)
5. Sous réserve de l'approbation du représentant ministériel, l'entrepreneur pourrait être admissible à une demande de versement, à la fin du projet, d'une prime d'encouragement équivalant à 0.5 % de la valeur finale du marché s'il embauche sur place un plus grand nombre de ressources Inuits que prévu et garanti dans sa soumission. (Tableau 1A)
6. Sous réserve de l'approbation du représentant ministériel, l'entrepreneur pourrait être admissible à une demande de versement, à la fin du projet, d'une prime d'encouragement équivalant à 0.5 % de la valeur finale du marché s'il fait appel à plus de sous-traitants/fournisseurs Inuits que ce qui était prévu et garanti dans sa soumission. (Tableau 1B)
7. Les entrepreneurs qui dépassent la cible du plan des PAI fixée pour un des critères susmentionnés, mais qui n'atteignent pas celle d'un autre de ces critères, pourraient être assujettis à la fois à une pénalité et à une prime. Les conditions susmentionnées régissant l'incitatif et les pénalités relativement à l'emploi d'Inuits seront évaluées en fonction des formules figurant aux présentes.
8. Le Canada est autorisé en tout temps à retenir, recouvrer, déduire ou prélever de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada, tout montant de pénalités dû et impayé aux termes de la présente section.
9. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme limitant les droits et les recours dont le Canada peut par ailleurs se prévaloir aux termes du marché.
10. Le Canada se réserve le droit, à sa seule discrétion, de réduire ou d'éliminer les pénalités s'il est clairement démontré que des efforts importants ont été faits pour respecter la garantie de plan des PAI et que les exigences minimales n'ont pu être respectées en raison de circonstances échappant au contrôle de l'entrepreneur.

REMARQUE : « VALEUR FINALE DU MARCHÉ » – Aux fins du calcul des incitatifs et des pénalités, la valeur finale du marché comprend toutes les modifications apportées au montant initialement attribué, à moins qu'il soit précisé qu'elles sont exclues du calcul du plan des PAI au moment de la négociation ou de l'ordre de modification.

MESURES INCITATIVES POUR L'EMPLOI D'INUITS ET PÉNALITÉS LISTE DE VÉRIFICATION			
ENTREPRENEUR : _____			
ÉTAPE	STATISTIQUES FINALES	% PROPOSÉ	% ACCOMPLI
1	Pourcentage d'heures-personnes de travail sur place pour des Inuits		
2	Pourcentage des coûts des sous-traitants/fournisseurs Inuits		
3	Valeur finale du marché (hors TPS)		\$
4	<p>Garantie en matière d'emploi attesté sur place d'Inuits respectée, dépassée ou non atteinte?</p> <p>Respectée – Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</p> <p>Dépassée – L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 0.5% de la valeur finale du marché, qui pourra lui être versée à la fin du projet. - Passer au Tableau 1A.</p> <p>Non atteinte – L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 0.5 % de la valeur finale du marché. - Passer au Tableau 2A.</p>		
5	<p>Garantie de sous-traitant/fournisseur attesté Inuit respectée, dépassée ou non atteinte?</p> <p>Respectée – Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</p> <p>Dépassée – L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 0.5 % de la valeur finale du marché, qui pourra lui être versée à la fin du projet. - Passer au Tableau 1B.</p> <p>Non atteinte – L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 0.5 % de la valeur finale du marché. - Passer au Tableau 2B.</p>		
6	COMMENTAIRES :		

TABLEAU 1A – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS SUR PLACE PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR L'EMPLOI			
POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATION	NOTE
1	NOMBRE ACCRU D'INUITS EMPLOYÉS SUR PLACE : Remarque : La participation des Inuits à la formation qui a été comptabilisée et rémunérée, dans le cadre du marché et en dehors de celui-ci, n'est pas considérée comme admissible aux fins de la prime d'encouragement et sera donc exclue. Calculer l'augmentation en pourcentage de l'emploi d'Inuits sur place pour le marché selon la formule suivante : $\% \text{ d'augmentation} = \frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}} * 60 \%$	60	
2	DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR : On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour rehausser les garanties d'emploi d'Inuits sur place. Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence : 0-13 points – L'entrepreneur n'a fait que peu d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de rehausser les garanties. 14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Inuits. 28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Inuits.	40	
503	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE POUR LE TRAVAIL D'INUITS (valeur finale du marché) x 0.5 %x (note évaluée totale/100)	\$	
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION : Représentant ministériel : _____ Chargé de projet : _____ Agent de négociation des marchés (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada [TPSGC]) : _____		

TABLEAU 1B – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR LES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS			
POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATIO N	NOTE
1	GARANTIE ACCRUE EN MATIÈRE DE SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS INUITS : Calculer l'augmentation en pourcentage des coûts des sous-traitants/fournisseurs inuits pour le marché selon la formule suivante : $\% \text{ d'augmentation} = \frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}} * 60 \%$	60	
2	DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR : On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour rehausser les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs. Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence : 0-13 points – L'entrepreneur n'a fait que peu d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de rehausser les garanties. 14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Inuits. 28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Inuits.	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE POUR LA SOUS-TRAITANCE ET LES FOURNISSEURS INUITS : (valeur finale du marché) x 0.5% x (note évaluée totale/100)		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION : Représentant ministériel : _____ Chargé de projet : _____ Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____		

TABLEAU 2A – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS SUR PLACE PÉNALITÉ RELATIVE À L'EMPLOI			
POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage atteint de la garantie pour l'emploi d'Inuits sur place selon la formule suivante :</p> <p>Pourcentage de la garantie = $\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} \times 100\%$ * 60 %</p> <p>Remarque : Un pourcentage de 50 % ou moins correspond à zéro point.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour respecter les garanties d'emploi d'Inuits sur place.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</p> <p>0-13 points – L'entrepreneur n'a fait que peu d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de respecter les garanties en matière d'emploi du plan des PAI. 14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de respecter les garanties en matière d'emploi du plan des PAI. 28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de respecter les garanties en matière d'emploi du plan des PAI.</p>	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	<p>TOTAL DE LA PÉNALITÉ CALCULÉ : (100 - note totale établie) % x (valeur finale du marché) x 0.5%</p>	\$	
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION :</p> <p>Représentant ministériel : _____</p> <p>Chargé de projet : _____</p> <p>Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____</p>		

TABLEAU 2B – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS PÉNALITÉ RELATIVE AUX SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS			
POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage atteint de la garantie pour l'emploi d'Inuits selon la formule suivante : Pourcentage de la garantie = $\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} \times 100\%$ * 60 %</p> <p>Remarque : Un pourcentage de la garantie de 50 % ou moins correspond à zéro point.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs Inuits.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence : 0-13 points – L'entrepreneur n'a fait que peu d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs du plan des PAI. 14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs du plan des PAI. 28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs du plan des PAI.</p>	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	TOTAL DE LA PÉNALITÉ CALCULÉ : (100 - note totale établie) % x (valeur finale du marché) x 0.5%	\$	
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION :</p> <p>Représentant ministériel : _____</p> <p>Chargé de projet : _____</p> <p>Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____</p>		